

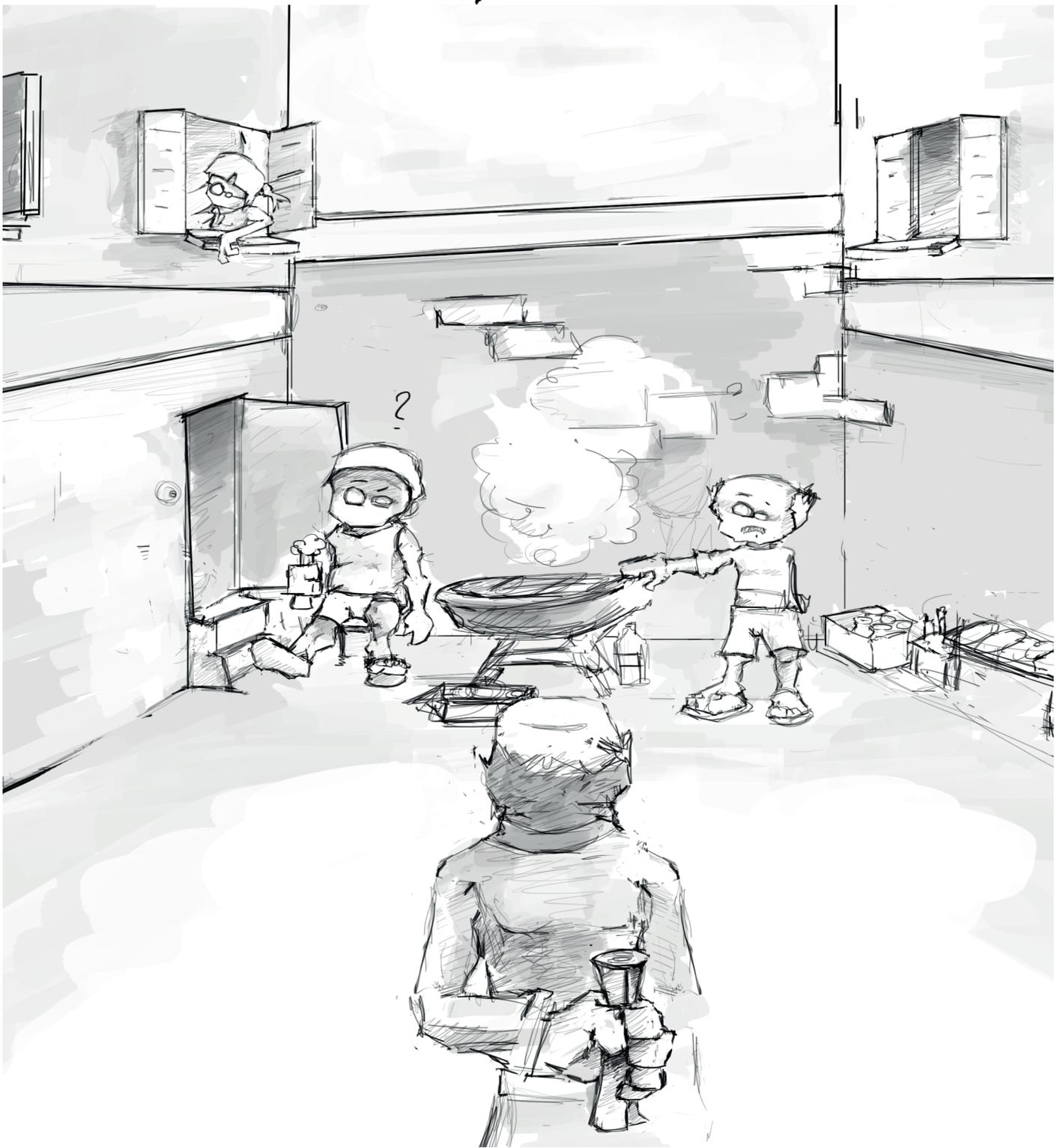
Journal de l'APU - Fives  
Hellemmes - St Maurice Pellevoisin

# LE TRITON LIBÉRÉ

N°3

Printemps  
2015

## STOP AUX EXPULSIONS



# « Retour des beaux jours et des expulsions »

## EDITO



**C**a y est. Le printemps est de retour et avec lui la fin de la trêve hivernale. C'est la fin du répit pour les plus vulnérables. Dans cette affaire, comme souvent, tout est une question de mots : c'est bien d'une trêve dont il s'agit, car c'est bien à une guerre ouverte qu'on assiste le reste de l'année. Les autorités publiques mettent au repos leur arsenal juridique, judiciaire

et policier, histoire de frapper plus fort, mais jamais plus juste, quand les beaux jours arrivent. Les avis d'expulsions s'entassent sur le bureau du préfet, les huissiers se préparent à des mois chargés, et nous, on tente d'organiser la solidarité et une réponse politique à la hauteur des enjeux.

Du côté de l'APU Fives, les permanences tournent et on continue de chercher activement un local sur le quartier. Le nombre d'habitantes que nous accompagnons dans la résolution de leurs problèmes de logement (habitats indignes, conflits locatifs, dettes de loyer...) ne cesse d'augmenter et justifie l'urgence d'agir avec force sur ces questions. Malgré la légitimité de notre action, la mairie ne répond pas à nos

demandes répétées d'attribution d'un local. L'hiver a été riche en activités avec la participation aux cellules de lutte contre l'habitat indigne et aux réunions publiques autour des projets de rénovation dans le quartier (Cité Lys, Îlot pépinière, Friche Brunel, Cité Saint Maurice...)

Ce Triton n°3 sort à l'occasion de la manifestation annuelle à l'appel des APU pour exiger l'arrêt des expulsions et un droit au logement réel pour toutes et tous, avec ou sans papiers. On en profite au passage pour saluer nos camarades des APU du Vieux Lille et de Moulins qui nous soutiennent plus que jamais dans nos luttes. On vous donne rendez-vous dans les mois à venir sur les marchés, pendant nos permanences et partout où la nécessité se fera sentir !

## BRÈVES

### Mea culpa

D'odieuses fautes d'orthographe se sont glissées dans le précédent Triton. Mais comme dirait l'autre : « les plus grandes revendications s'écrivent toujours avec plein de fautes. » Par conséquent, on s'excuse par avance pour celui-ci.

### Cité St-Maurice

Le 16 mars dernier, le triumvirat d'élus-es lillois (Alexandra Lechner, Stanislas Dendeviel et Walid Hanna) nous exposait son projet pour la Cité St Maurice. Au programme : grillage à l'entrée et réorganisation des jardins. Le Triton y était et a posé sa petite question dérangeante : « Tous les habitant-e-s resteront-ils dans la courée ? » Réponse sèche et négative de Walid Hanna. Affaire à suivre.



Manifestation contre les expulsions locatives - mars 2014



*Fin mars : retour du printemps et des beaux jours mais aussi fin de trêve hivernale et lancement de la campagne des expulsions locatives. Le Triton vous propose un tour d'horizon d'une réalité et de pratiques insoutenables.*

Chaque année c'est la même chose. Pour les plus précaires, fin mars rime avec la fin du répit qu'est la trêve hivernale. Durant l'hiver la mise à la rue de locataires est suspendue et les places d'hébergement d'urgence augmentées. Le nombre de personnes concernées par les expulsions ne cesse d'augmenter et les raisons sont multiples : marché spéculatif du logement, crise sociale et économique dont les effets se font de plus en plus sentir, échec des dispositifs existants etc.

### Chiffres hallucinants

Le nombre des expulsions explose depuis une dizaine d'année. En 2011, 113 669 décisions de justice prononcent l'expulsion 1. En 2012 ce chiffre s'élève à 120 363, + 6% en un ans... En 2011 c'est 12 759 expulsions qui se sont soldées par le recours à la force publique, c'est deux fois plus élevé que 10 ans plus tôt.

Dans la plupart des cas, les familles quittent le logement d'elles mêmes : "Si on considère tous ceux qui partent avant l'intervention policière, on est plus près de 40 000 à 50 000 expulsions chaque année", observe Sylvie Guichard, directrice des missions sociales de la Fondation

Abbé-Pierre. Le nombre de personnes privées de domicile personnel s'élève à près de 700 000 personnes début 2015.

La réalité du chiffre est dur à appréhender du fait de l'isolement des personnes concernées et de la réticence des administrations à communiquer les chiffres. à commencer par la préfecture du Nord qui n'a pas publié de chiffres sur la question depuis des années.

### Échec du droit

Depuis un quart de siècle les dispositifs législatifs s'entassent : Fond Solidarité Logement (FSL), Droit au Logement Opposable (DALO), Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) etc.

Dernière en date, la loi ALUR se contente de mesurètes : extension de la trêve hivernale de 15 jours, élargissement de la saisine de la CCAPEX, la garantie universelle des loyers par l'État est quand à elle restée dans les tiroirs ministériels. Les dispositifs sont une chose, la pratique en est une autre. À l'image du FSL pour lequel les conseils généraux n'ont de cesse de durcir les critères d'obtention ou les commissions DALO qui prennent des éléments fallacieux pour débouter les familles de leurs demandes.

### L'action comme réponse

Quand les voies légales censées protéger les locataires des expulsions ne mènent plus à rien, seules l'organisation et l'action collective apparaissent comme solution pour faire prévaloir le droit au logement. Face à la recrudescence des personnes accompagnées par les APU, un

collectif de famille prend forme pour se faire entendre.

Ces familles, avec le concours de nos collectifs associatifs, ont mis en place une multitude de démarches (Reprises de paiements, règlement de la dette ou baisse significative, saisine de la banque

*l'action collective apparaît comme la solution pour faire prévaloir le droit au logement.*

de France, saisine de la commission DALO, saisine de la CCAPEX...), mais les commandements de quitter les lieux sont tombés. La première étape est la saisie collective du Juge d'Exécution (JEX), pour demander un délai supplémentaire le temps que les démarches puissent aboutir afin d'éviter l'expulsion. La suite, ce sont les familles qui la décideront avec notre soutien. Il est question de visibiliser la situation et d'intervenir auprès des décideurs ( préfecture en premier lieu ).

À Toulouse, une campagne plus large dure depuis quatre ans et est passée à l'action concrète : la Campagne de Réquisition d'Entraide et d'Autogestion (CREA)<sup>2</sup>, a ouvert plusieurs dizaines de lieux pour y loger plus d'une centaine de personnes. L'action s'articule autour des lieux d'habitation et d'un lieu central, servant à l'auto-organisation et à l'entraide. Une vraie source d'inspiration en ces temps maussades.



1 : L'ensemble des chiffres de cet article sont issues des rapports annuels sur « L'état du mal-logement en France » de la Fondation Abbé Pierre.

2 : <https://creatoulouse.squat.net/>



## SDF : les degrés de la misère

*Parmi les rescapés en sursis de la trêve hivernale, on trouve les mauvais payeurs, les squatteurs et les sans-abris. Sans hiérarchiser entre l'inacceptable et l'intolérable, le cas de ces derniers ressemble au comble du cynisme. Dans le jargon de l'action médico-sociale, il n'est plus question de « trêve hivernale », mais de « campagne hivernale » et de « veille saisonnière » : comme si, le temps d'une saison, on allait être un peu plus attentif à leur sort en y mettant les moyens. Cette politique de gestion de la misère est pourtant pleine d'implicites, qui trahissent le mépris ambiant à destination des plus pauvres.*

A fin d'obtenir une place d'hébergement, les personnes sans domicile composent le 115 : les « écoutants » orientent les « appelants » vers les places disponibles. Ces places sont rares : en 2013, le taux de réponse négative au motif d'une absence de place sur l'arrondissement de Lille était de 56,5% pour les personnes isolées, de 75% pour les couples et de 83,3% pour les familles<sup>1</sup>.

Dans la rue plus qu'ailleurs, mieux vaut être seul qu'accompagné ! La pénurie de places est donc une situation constante, acceptée et banalisée de l'hébergement des sans-abris.

### **La gestion au thermomètre.**

De novembre à mars, le nombre de places d'hébergement d'urgence est rehaussé. Cette augmentation est organisée par les Directions Départementales de la Cohésion Sociale (DDCS), en collaboration avec les préfetures. Les principes qui structurent la veille saisonnière sont très simples : en raison d'un supposé manque de moyens, les services de l'État mettent en place une politique du pire centrée sur les nuances de froid. C'est la « gestion au thermomètre » des places d'hébergement dénoncée par les associations d'aide aux sans-abris.

La cessation temporaire des expulsions est déjà une gestion au thermomètre du logement précaire. Mais ici, le vice est poussé jusqu'au bout, puisque c'est en fonction des

températures que sont ouvertes, mais surtout fermées, les places d'hébergement d'urgence. Dans le détail, à Lille ça donne ça : à partir du 1er novembre, des fonds supplémentaires sont donnés aux structures d'accueil pour qu'elles puissent étendre leurs horaires. Au 228 rue Solferino à Lille par

*les services de l'État  
mettent en place une  
politique du pire centrée  
sur les nuances de froid*



Rue de la Vinaigrierie - novembre 2014

exemple, l'Abej ouvre jusqu'à 18h en semaine (au lieu de 16h) et les dimanches matins. Des salariés supplémentaires sont embauchés sur les financements DDCCS, travailleurs précaires bien connus des structures et pour la plupart habitués à ces contrats. L'un d'eux explique : « ça fait six ans que je travaille pendant la veille saisonnière. Au début, c'était à la cité administrative. Avant, ça m'arrangeait bien ces contrats. Maintenant que j'ai un gamin, j'aimerais bien que ça devienne permanent ».

En ce qui concerne l'hébergement d'urgence, pour que de nouvelles places ouvrent, il faut que les températures tombent en dessous de certains seuils identifiés par les services de l'État. Le niveau 1, anciennement « niveau jaune », est ainsi déclenché lorsque les températures ressenties atteignent -5°C ; le niveau 2/orange est déclenché lorsqu'il fait -10°C ; le

troisième niveau/niveau rouge est quant à lui activé lorsque les températures atteignent -18°C... Imaginez l'absurdité : on en vient à espérer qu'il fera – très – froid pour que des personnes aient un toit sur la tête, tout en sachant qu'il n'y aura jamais assez de places pour héberger tout le monde...

### **Le « scandale de la vacance ».**

Poussons encore un peu le vice. On s'en souvient (ou pas), l'hiver dernier a été relativement clément, pour ne pas dire carrément doux. Quelques pointes de grand froid ont déclenché l'ouverture de places d'hébergement d'urgence supplémentaires. En accord avec les directives énoncées par ledit « ministère du Logement et de l'Égalité des Territoires », ces places n'ont pas été fermées lorsque les températures sont remontées. Si bien qu'un certain nombre d'entre elles sont restées vides. Notamment parce que des places sont « profilées » pour des personnes ou des groupes particuliers, mais aussi parce que l'hébergement

contre ce qui avait été annoncé, les places ont été refermées. On a donc remis des personnes à la rue en leur signifiant qu'elles devraient dormir dehors le soir suivant, au motif qu'il ne faisait pas assez froid. Putains de gestionnaires.

Du côté des établissements d'accueil, comme chaque année, on est partagé. Au moment où l'appel d'offres des pouvoirs publics est lancé pour le financement des places supplémentaires, les directeurs de structures se sont déjà réunis plusieurs fois. Le dilemme est cornélien : faut-il répondre à l'appel d'offres, afin de mettre à l'abri autant de personnes que possible, ou faut-il refuser en bloc cette gestion au thermomètre, pour mettre les services de l'État face à leurs responsabilités ?

Le Triton a rencontré un directeur de structure, qui explique cette hésitation : « c'est un fonctionnement qui ne peut pas durer : on ne fait pas la veille saisonnière, point. Mais c'est une position, au début vous le criez haut et fort, et quand il faut le faire... Donc au début c'était, on n'y va pas. Donc on était quelques uns, et on n'a pas su faire force d'une position collective, et pour cause, y'en a qui savaient qu'ils iraient quand même ». Finalement comme tous les ans, le choix est pragmatique : pas question de laisser des personnes à la rue s'il est possible de ne pas le faire. On repousse au maximum l'envoi des dossiers, au-delà de la date limite, histoire de faire peur aux pouvoirs publics. Mais on y va quand même, résigné.

Le 1er avril, 380 personnes seront remises à la rue sur l'arrondissement de Lille. Depuis 3 ans, le collectif des SDF de Lille se bat contre la forme de la fin de la veille saisonnière. Pour Gilbert Pinteau, fondateur et président du collectif, il est clair que « l'État enfreint la loi ». Il précise : « la remise à la rue sans solution contredit l'inconditionnalité de l'accueil. Donc l'État ne respecte pas la loi ».

## *Il n'en fallait pas plus pour que les services de l'État se saisissent du scandale des places non occupées*

d'urgence se caractérise parfois par une forte promiscuité et de mauvaises conditions d'accueil, au point que des sans-abris préfèrent rester dans la rue. Il n'en fallait pas plus pour que les services de l'État se saisissent du scandale des places non occupées – car dans ce cas, la vacance pose problème. Cet hiver, seul le niveau 1 de la veille saisonnière a été déclenché, lorsqu'il a fait -5°C à la toute fin du mois de décembre puis à quelques reprises en janvier et février. Ces vagues de grand froid ont été assez courtes, et lorsqu'elles se sont terminées,



1. Source : rapport d'activités 2013 de la coordination mobile d'accueil et d'orientation.

2. Incognito, bien sur.

# L'îlot pépinière ou le chantage aux logements

*Depuis sa création, l'APU Fives accompagne les habitant-es de l'îlot pépinière dans leur combat face à la SPL Euralille. Retour sur une soirée houleuse, la réunion de «concertation» du vendredi 20 février.*

La scène se déroule dans la petite salle de sport de l'école maternelle des Dondaines. Au mur, un grand écran sur lequel va défiler un power-point (classique). Devant l'écran : une maquette. Sur la gauche les élu-e-s et représentants de la SPL. Stanislas Dendievel, adjoint aux grands projets urbains, Walid Hanna, adjoint à la politique de la ville et à la démocratie participative, Alexandra Lechner, maire de quartier de Saint-Maurice Pellevoisin, Michel Denord, président de la SPL Euralille et un certain Monsieur Alain représentant du cabinet d'architecte Tandem Plus. Sur toutes les chaises du public, un journal au design très travaillé intitulé L'îlot pépinière.

Avant de commencer, c'est le silence. Walid Hanna, prend la parole et se veut convivial : « venez vous asseoir sur les chaises devant... » Mais l'ambiance n'y est pas. Devant le refus de bouger, il se résigne : « Vous voulez rester debout ?... Bon d'accord. »

On sent la tension des orateurs. Dendievel intervient en appuyant sur le fait qu'il s'agit de la « quatrième » réunion de participation autour du

projet. Alexandra Lechner prévient que le journal est « un premier essai de communication ». Stanislas Dendievel reprend la parole pour expliquer une nouvelle fois le projet : « 2,2 hectares... blablabla... ZAC pépinière... blablabla... » et arrive sur le clou de l'argumentation qui sera celle de toutes les édiles

*« La ville dense », voilà leur mot d'ordre*

présente ce soir là : « Le tout dans une agglomération où 50 000 personnes sont en attente de logement social. »

Les opposants au projet de la ZAC Pépinière seraient de dangereux militants contre la construction de logements sociaux ? « A chaque fois que vous dites le mot béton essayez de le remplacer par le mot logement » nous explique Michel Bonord, directeur de la SPL Euralille. « La ville dense », voilà leur mot d'ordre, quitte à faire table rase de toute l'histoire de Lille, quitte à passer au delà des opinions des habitants du

quartier. Un article a été publié ce mois-ci sur le site de la SPL à propos de la réunion. On peut y lire ce genre de propos : « Pas facile d'expliquer et faire comprendre les enjeux d'un projet urbain, surtout quand il peut amener à des expropriations et suscite beaucoup d'appréhension. Tout se mêle, s'emmêle, devient confus et passionnel ». Quand des habitant-es s'élèvent contre un projet, ils n'ont pas les idées claires pour la SPL Euralille. Ça pue le cynisme des technocrates ... Car effectivement personne ne s'entend ce soir là. D'un côté des élu-es et

*nous faire croire qu'on va loger les sans-abris sur la pépinière, ça ne passe pas*

technicien-nes droit-es dans leurs bottes. De l'autre des habitant-es souhaitant être entendu-es, alors qu'on leur oppose du mépris.

## L'îlot pépinière : le journal

Lorsqu'on tombe sur ce journal, on se dit que c'est déjà une petite victoire : les forcer à informer de leur projet. Quatre pages, grand format, bourré de couleurs : la SPL a mis les moyens pour sa communication. Un édit de Martine Aubry nous prévient de la prochaine organisation de trois « cafés du projet ». Bien sûr, aucune mention des oppositions au projet : tout à l'air de se dérouler dans le meilleur des mondes. Un bla-bla publicitaire affligeant. Jugez plutôt : « Un projet urbain délicat comme un trait d'union convivial et paisible à tisser entre l'hyperractivité du centre d'affaires et la douce vie de quartier de Saint-Maurice Pellevoisin. » Pour pousser un peu la provocation, on trouve en dernière page « le jeu des 7 Tritons » : des dessins de tritons à retrouver dans l'ensemble du journal. Le vrai Triton, celui de l'APU, le Triton libéré, a vu rouge et espère que la lecture de quelques feuilles que vous tenez dans les mains vous immunisera contre ce genre de délires politico-publicitaires.



Face à leurs arguments de logements et de légitimité électorale (sous-entendu : voter tous les cinq ans et entre les deux, c'est nous qu'on gère !) les nôtres ne sont pas entendus. On a jamais été contre la construction de logements, bien au contraire. Par contre, nous faire croire qu'on va loger les sans-abris sur la pépinière, ça ne passe pas. Pourquoi la mairie tient tant à construire des logements à cet endroit précisément ? À côté de ce « Hub » de transports que sont les gares ? Pourquoi bétonner le dernier poumon vert du quartier alors que les espaces urbains délaissés ne manquent pas ? Nous n'aurons pas de réponse ce soir là et on s'y attendait.

Derniers coups portés par la salle : l'un par un des habitants de

l'îlot lancé au technicien de la SPL : « Est ce que vous vendriez votre maison au prix des Domaines ? »

L'autre par un militant de l'APU : « Parlez-nous du comité de pilotage du projet pépinière en date du 13 décembre 2013, dans lequel vous énumérez les habitantes, le prix que vous leur proposez pour leur maison et les enveloppes jusqu'aux quelles vous pouvez monter? » (prix allant du simple au double)

Le débat s'est soldé par une énième non-réponse. Le silence est parfois plus éloquent que la langue de bois des politiques.

Quelques jours avant la sortie de ce numéro, sans prévenir personne, les arbres de la pépinière ont été rasés.

Ça disparaît pas quand on a fini une ligne ?!



## Silence on creuse !

Le chantier d'Ekla Life (rue Chaude Rivière) est suspendu pour plusieurs mois en raison de fouilles archéologiques, ce qui tracasse fortement ICADE, le promoteur, qui avaient lancé les premières ventes sur plan. En effet des ruines du béguinage de Fives, qui datent du XIIIème siècle, ont été découvertes à cet endroit. Les béguinages étaient des lieux d'enseignement et d'entraide entre femmes seules, en dehors des couvents et loin des hommes. ICADE est dégoûté, le Triton est... Libéré !

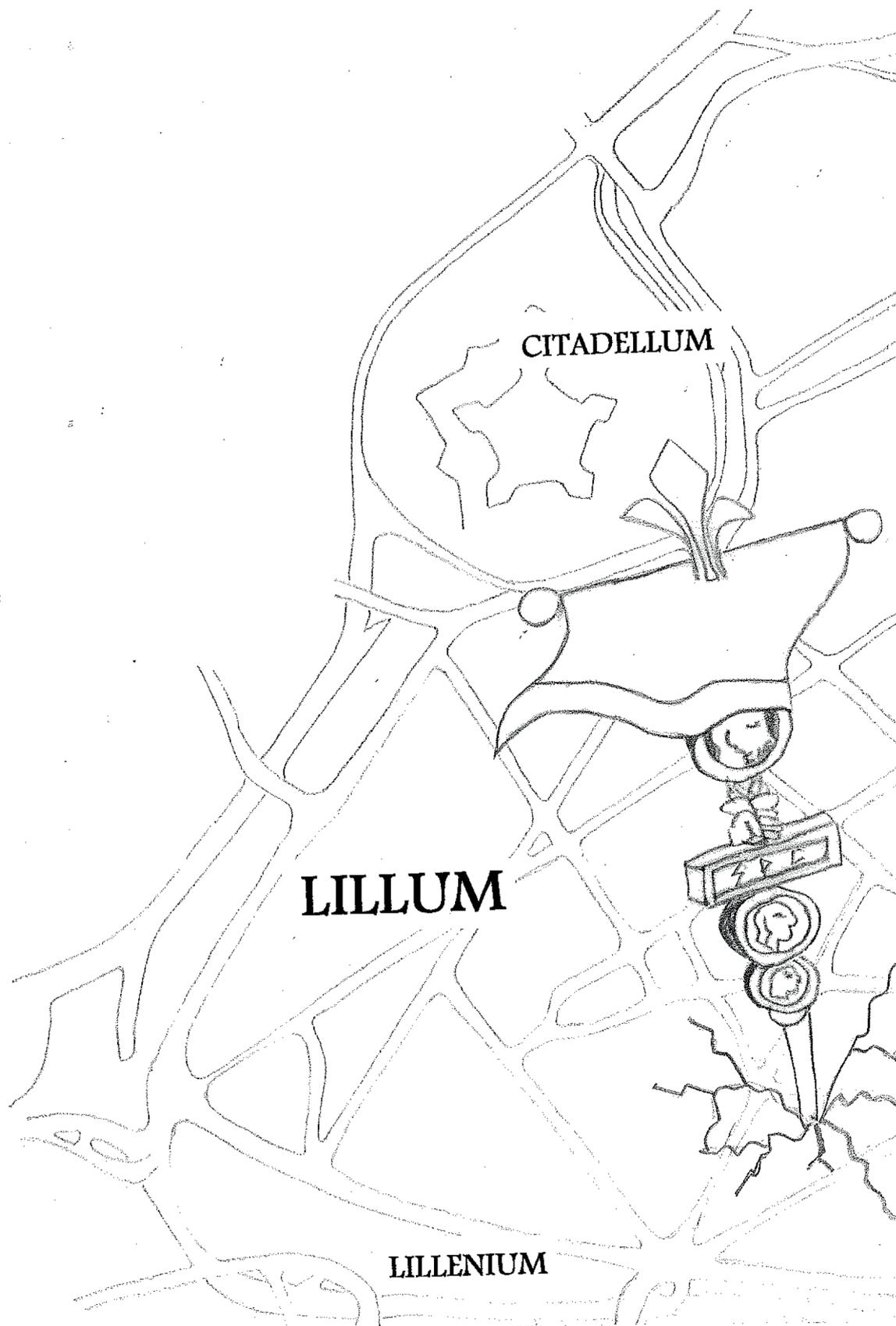
## La reconquête continue...

Les nouvelles zones concernées par la politique de la ville sont connues jusqu'à l'horizon 2020. Dans nos quartiers ils s'agit du Petit Maroc, du secteur Peuplier et Pologne/Madagascar et du secteur Eugène Jacquet. On est vigilant sur ce qui va se passer.

## « Ils prennent notre argent et nous on bouffe la poussière »

C'est derrière une banderole arborant ce message on ne peut plus clair que le collectif des femmes des gens du voyage d'Hellemmes-Ronchin veut se faire entendre. Depuis 10 ans, ces familles habitent un terrain insalubre coincé entre une cimenterie et une usine de cassage de briques, le tout pour un loyer de plus de 300€ par mois. Elles ont porté ce message jusqu'aux élus communautaires (en charge de la question). Près de deux mois après, elles attendent toujours une solution de relogement.

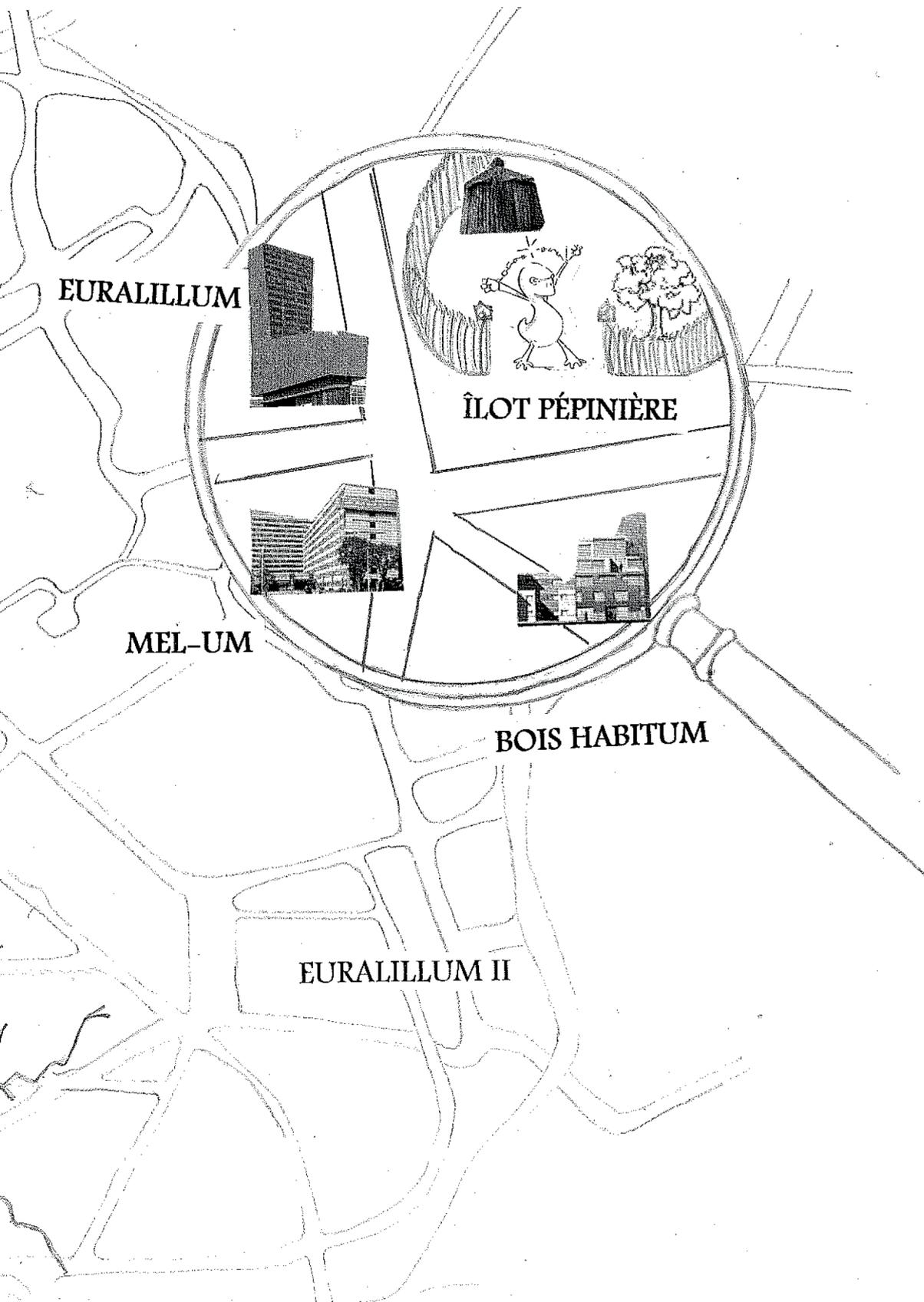
# UN ÎLOT D'IRRÉDUCTIONS



NOUS SOMMES EN 2015 APRÈS JÉSUS-CHRIST. TOUT LILLE  
NON! UN ÎLOT PEUPLÉ D'IRRÉDUCTIBLES HABITANT-ES ET  
AUX RÉNOVATEURS-TRICES. ET LA VIE N'EST PAS FACILE P  
CAMPUS AVANCÉS D'EURALILLUM, BOIS HAIE



# CTIBLES LILLOIS-ES!



EST OCCUPÉ PAR LA SPL EURALILLUM... TOUT ? ,  
DE TRITONS RÉSISTENT ENCORE ET TOUJOURS  
POUR LES GARNISONS DE TECHNICIEN-ES DES  
BITUM, MEL-UM ET LILLENIUM.

# Participation des habitants : la friche Brunel et BW Friches !

*Depuis juillet 2013, un collectif d'habitant-es ne cessent de poser des questions et de proposer des alternatives tirées de rencontres avec la population du quartier sur le devenir de cette friche industrielle que la Mairie de Lille veut transformer en logements.*

Ce n'est pas tant la destinée du projet qui pose problème que la manière dont la « concertation » s'exerce autour de celui-ci. En s'organisant, ces habitant-es sont en train de remettre en question la conception que la municipalité a de la « démocratie participative » et nous démontre, qu'en s'organisant collectivement, chacun-e d'entre nous peut peser dans la balance de la politique urbaine.

D'abord, BW Friches entame des prises de contacts avec les services urbanisme de la ville de Lille, de Lille Métropole et de l'Établissement Public Foncier - NPdC (propriétaire du site, maître d'œuvre et chargé de la "viabilisation foncière", soit la dépollution et la démolition du site). Ils reçoivent une écoute

courtoise, mais sur le fond, ils ne sont pas associés à ce projet urbain qui va transformer notre quartier. Pourtant, leur initiative ne peut que correspondre à l'idée de démocratie participative chère à Mme Aubry ?! : « Nous questionnons la gouvernance locale de ces prises de décision dont les habitants concernés sont relégués à être de simples spectateurs et non partie prenante à part entière. [...] »

Une transformation culturelle et institutionnelle [est] à franchir par rapport aux pratiques actuelles où les habitants subissent les projets urbains du quartier avec un minima réglementaire (l'enquête publique) faisant office de consultation des habitants et de rares réunions d'information dans lesquelles nous n'avons pas de pouvoir de décision.

Il nous semble qu'une politique municipale ne peut se résumer à une conquête électorale, des habitants vus comme des électeurs. [...] »

Qu'à cela ne tienne ! Le collectif BW Friches se retrousse les manches et réalise, courant 2014, une enquête qualitative qui reçoit 68 contributions alors que l'enquête publique réalisée par la Mairie de Lille en 2008 n'en reçoit que 16... En résumé, les résultats révèlent une volonté de sortir de la simple vision quantitative de logements pour s'intéresser à la qualité des logements, privés comme sociaux, et à leur intégration dans le temps (idées de logements modulaires, d'immeubles à taille humaine (R+2 maxi), d'espaces verts, de lieux collectifs...).

Le rapport de force installé, la municipalité, par le biais du conseil de quartier de Fives et de son président, ne peut plus faire l'impasse sur la participation des habitants à la transformation de cet ancien site industriel. Le samedi 14 mars 2015, lors d'une réunion publique organisée l'avant-veille du lancement du chantier de déconstruction (sic) de la friche Brunel, les élu-es présents sont obligés de prendre acte et de reconnaître le travail effectué par le collectif BW Friches.

Une des propositions du sérial municipal est la création d'une commission ad hoc spécifique à ce projet et ouverte à tous-tes les habitant-es riverain-es du quartier. Une affaire à suivre de très très près !

*1. Pour un habitat co-construit et non du logement subi - Résultat d'enquête du collectif BW Friches sur le site Brunel à Fives - octobre 2014*



# “ Ceux qui n’ont rien ” trouvé sont restés

*Nono a la cinquantaine. Il vit depuis toujours à Fives. Le Triton l’a rencontré où il habite maintenant : un des foyers du quartier. Il nous raconte son histoire qui est un peu aussi celle de Fives.*

**S**alut Nono, avant tout, tu pourrais me dire depuis combien de temps tu vis à Fives ?

Ça fait 40 ans que je vis dans le quartier, quand j’étais même, je vivais rue Gosselin. Après j’ai toujours vécu dans le coin, sur Marbrerie, sur Hellemmes...

**Ta famille vivait de quoi ?**

Mon père travaillait à Bouquet d’Or, à Villeneuve d’Ascq. Ma sœur a assez vite travaillé là bas aussi. C’était ça la vie de famille, on vivait tous de la même chose. Et pour les voisins, c’était pareil, le père faisait embaucher ses enfants à son travail.

**Ça ressemblait à quoi, le Fives des années 80 ?**

Tout le monde se connaissait, comme on était tout le temps ensemble. Les papas se croisaient au travail ou dans les bistrot, et les enfants allaient à l’école ensemble. On s’amusait bien. Et puis d’un coup ça a commencé à aller moins bien. Y’a pas mal de papas qui ont été virés, leurs usines et leurs boulots ont fermé. Le pire pour moi ça a été la filature, parce que ma maman n’avait plus de travail. Elle l’a vraiment mal vécu, elle était malade à cause de son travail, et sans la rentrée d’argent, on a vite galéré.

**A la fermeture de toutes ces usines, ta famille a fait quoi ?**

Nous on a eu un peu plus de chance que les autres au début. Papa a gardé son travail, du coup il nous restait de quoi vivre, mais j’ai dû me mettre au travail. Pendant pas mal de temps, le mercredi et le week-end, je bossais aux endives, j’allais

bossier aux champs à 20 kilomètres. Et quand je travaillais pendant les vacances, ça arrivait qu’en deux semaines, je gagne plus que mon père en un mois. Du coup ça aidait bien.

**Si tu devais décrire la façon dont ton quartier a évolué, tu dirais quoi ?**

Que même si il n’y a plus toutes les usines, il reste pas mal de gens de l’époque. Ceux qui ont retrouvé du travail sont partis, mais si tu regardes bien, tous ceux qui n’ont rien trouvé d’autre sont restés. Y’a plus rien pour ces gens-là. Par exemple, moi, avec mes endives, c’était impossible de trouver un autre travail ici.

**Justement, tu peux m’en dire un peu plus sur ce qui t’es arrivé à ce moment-là ?**

Mon papa et ma maman ont vraiment souffert de tout ça. Ma maman est partie à peine trois ans après la fermeture de la filature. Mon papa est décédé pas très longtemps après. Alors je me suis retrouvé à la rue. Je ne suis pas le seul, ça a été dur pour beaucoup d’entre nous. Les gens ont mis un moment à voir ce qui se passait ici. Heureusement, des gens ont ouvert des maisons, à l’époque c’était juste des bénévoles qui se relayaient, on était un peu livrés à nous-mêmes, mais ça a fait du bien à beaucoup de monde.

**Tu pourrais me raconter un ou deux souvenirs de ton histoire avec Fives ?**

Je crois que le pire c’était quand ils ont construit le métro. Je vivais à deux ou trois cent mètres des travaux, et c’était déjà très dur à

vivre. Alors tu imagines les gens qui vivaient à côté ? Ils avaient creusé « comme des porcs » au milieu des rues, ça faisait un bruit de fous. Et puis tu imagines la rue Pierre Legrand, avec une sorte de fossé géant au milieu. On nous avait dit que ça allait durer quelques mois, en fait ça a duré plusieurs années. J’avais 15 ans à l’époque.

**Et le meilleur ?**

Le carnaval. On allait faire la fête en famille. Je me souviens du grand feu à côté de la mairie, à l’endroit où ils ont mis un magasin, en face du métro. Et puis après, tout le quartier finissait au bistrot. On savait faire la fête à l’époque.

**Pour finir, comme on est juste à côté, qu’est-ce que tu penses du projet de l’usine Fives Cail, où la mairie a prévu un lycée hôtelier, des logements, une école, etc... ?**

L’idée est pas bête, l’usine servait plus à rien. Mais construire des trucs neufs et virer les gens qui vivent à côté, ça ne sert à rien non plus. T’as vu la gueule du quartier à côté de l’Usine ? Ça m’étonnerait qu’ils proposent de tout refaire gratuitement pour les gens qui vivent là, et à côté des bâtiments neufs, ça risque de faire moche. La seule solution c’est de laisser le mur de l’usine, comme ça depuis l’intérieur ils ne verront pas que dehors c’est pourri. (Rires)

**Merci Nono. Avant de finir, tu as quelque chose à rajouter ?**

Pas grand-chose... Juste, après 40 ans ici, ça me ferait bien chier de partir. Et puis pour aller où ?

# Mixité sociale, qu'est ce que ça cache ?

On continue notre travail de déconstruction du discours public à travers ce numéro après la tentative de réponse aux questions : « Qui habite la ville ? Quelle place est laissée aux habitants ? » On s'attaque cette fois à la notion de "Mixité sociale" et à tout ce qu'elle cache. Reprenons une définition du Collectif Manouchian<sup>1</sup>.

La notion de mixité sociale est un concept trompeur. Elle apparaît positive et progressiste à priori. Or elle ne l'est pas. Présentée comme "un idéal", la mixité sociale est un objectif des politiques publiques qui vise à diversifier la "composition sociale" des habitants d'un quartier. S'il y a une concentration de pauvres dans un quartier, l'objectif de mixité sociale consiste d'une part à importer des habitants plus riches dans le quartier et d'autre part à déplacer tout ou partie des "habitants à problèmes" ailleurs. L'idéal de la ville est alors présenté comme une ville où se côtoient des habitants de conditions sociales culturelles et économiques diverses.

Le premier élément qu'il faut souligner est que cet idéal de "diversité sociale" et de "mixité sociale" ne s'applique qu'aux quartiers populaires et aux banlieues ouvrières. Il n'est pas question d'introduire des pauvres au cœur

des quartiers riches pour favoriser la mixité sociale".

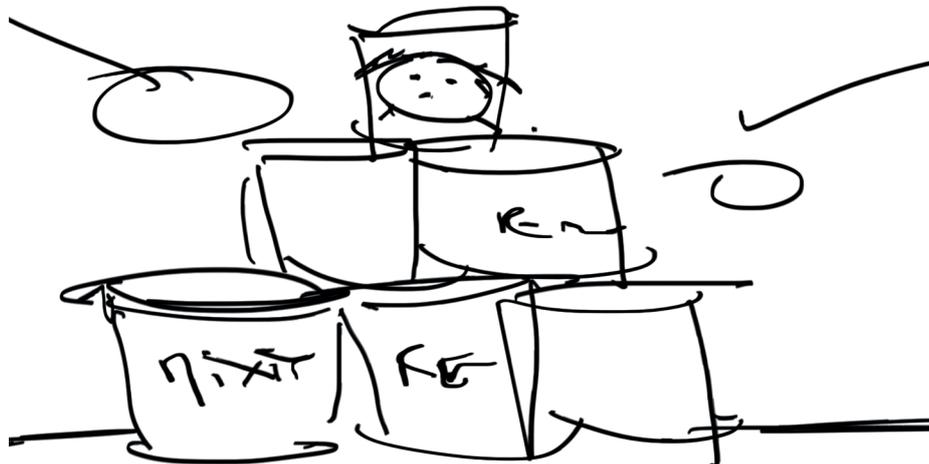
Deuxième chose : la notion de "mixité sociale" donne l'apparence de résoudre les problèmes de pauvreté. Or, la mixité sociale ne lutte pas contre la pauvreté, elle ne fait la déplacer géographiquement. Ce qui la rend moins visible. En effet, les statistiques mesurant la pauvreté montrent, après dispersion, que le taux de pauvreté recule sur un territoire après une politique de mixité sociale volontariste. C'est pratique politiquement et payant électoralement, mais c'est une imposture. Les pauvres sont toujours aussi pauvres, mais ils apparaissent moins dans les chiffres. La mixité sociale ne permet pas de lutter contre les inégalités, elle les disperse.

Pour finir, derrière ce tri social se cache un processus de discriminations raciales. L'idée de mixité implique que si dans

le quartier il y a trop d'immigrés ou trop d'étrangers, cela est un problème en soi. L'objectif consiste alors à importer plus de "blancs", plus de "français" et à déplacer les anciens habitants du quartier disqualifiés du fait de leur origine réelle ou supposée. Cet objectif n'est jamais clairement affiché et pourtant il porte un nom à l'interne des institutions : "politique de repeuplement" ou "politique d'équilibre des territoires" par immeuble ou par secteur.

Nous insistons sur le fait que la mixité sociale est un des principaux facteurs de discriminations racistes et de discriminations sociales. Elle pèse dans les difficultés d'accès au logement. Très concrètement une famille ayant besoin d'un logement et étant en attente depuis de nombreuses années peut se voir refuser un logement à cause des critères de mixité sociale.

1 : Collectif Manouchain, Glossaire critique des notions liées aux discriminations racistes, in, Les Figures de la Domination, Outils et concepts au service des luttes.



# Police à la perm' !

*Le 13 février dernier, l'APU Fives tenait comme à son habitude sa permanence d'accueil au 118 de la rue Jean Bart. Un peu en avance, un des membres de l'APU est sur le trottoir entrain de discuter avec une famille qui vient à la perm' quand arrive soudain... la police municipale.*

## BRÈVES

### Euralille 3000 c'est parti ...

Après Lille 3000, Euralille 1 puis 2, le dernier fantôme urbain se lance. Il s'agit de rajouter 25000 m<sup>2</sup> (principalement de bureaux) de construction dans l'espace des gares qui en compte déjà plus de 600 000 m<sup>2</sup>. La recette est identique : tour de verre et de béton toujours plus hautes, espaces publics aseptisés et toujours plus de places à l'économie par rapports à la population. L'extension d'Euralille rejaillit sur Caulier à travers 80 000 m<sup>2</sup> carré de construction, au niveau de la rue chaude rivière, avec comme fer de lance le projet Ekla life qui « éclate » notre président de conseil de quartier.

### Logements vacants INSEE

Voici quelques chiffres sur les logements dans les quartiers de Fives, Hellemmes et Saint-Maurice : il y avait 1616 logements vacants sur 27228 logements pour une population de 53449 habitant-e-s en 2010 selon l'INSEE. Ce qui nous fait un peu moins de 6 % de logements vacants pour Fives, Hellemmes et Saint-Maurice, ce qui est en dessous de la moyenne nationale (7 %). En dehors des chiffres on ne peut s'empêcher de penser aux nombres de personnes à la rue ou dans l'attente d'un logement. Quand on pense qu'il y en a presque deux mille de vides...

Une patrouille de deux policiers municipaux dans leur voiture passe devant le local en ralentissant. Ils dévisagent la famille et le militant de l'APU avant de se garer quelques mètres plus loin. D'un pas assuré, ils se dirigent vers le 118. Ils demandent au membre de l'APU sans aucune politesse son nom et son prénom et s'il est un responsable de l'association. Après exécution, les flics lui montrent alors une affiche « l'APU recherche un local » qu'on a affiché partout dans le quartier vu que les élu-es font la sourde oreille à propos de nos demandes.

L'affiche a été retrouvée sur la statue de la Place Degeyter, ce qui est selon nos braves fonctionnaires

de police, interdit. Sur cet avertissement, ils s'en vont, laissant le membre de l'APU avec une famille assez choquée.

Les flics reviennent ensuite quelques minutes après, de plus en plus remontés. Ils demandent au militant sa carte d'identité, le militant comprend alors que c'est un contrôle d'identité et refuse de donner sa carte. Ils menacent celui-ci de l'embarquer vers le poste de police pour le contrôler. Ce qui effraie la famille, qui commence à s'éloigner du local. Ils finissent enfin par partir.

Un coup de pression qu'on espère sans suite !



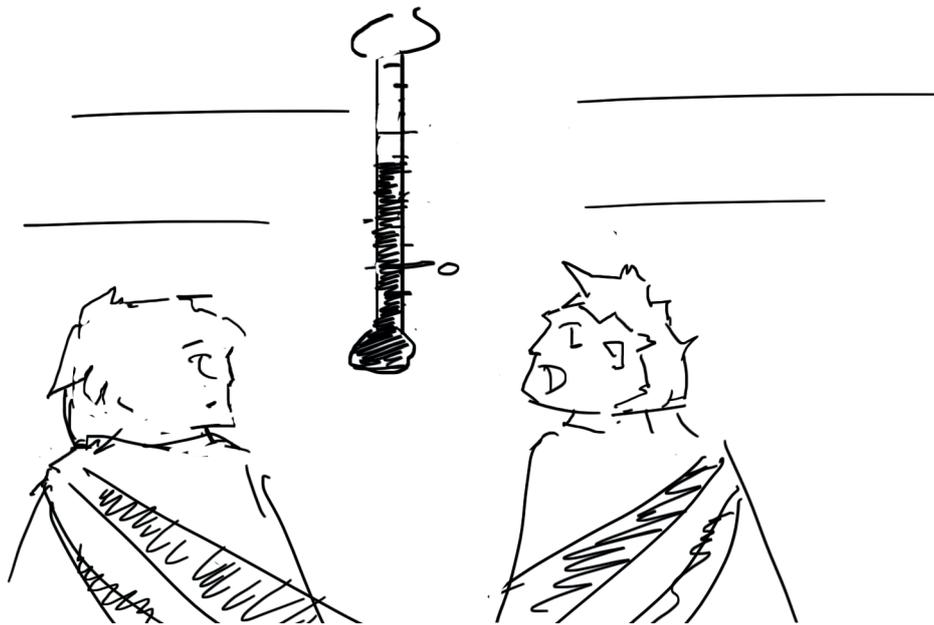
**C**réé en 2011, le collectif des SDF de Lille lutte pour la défense des sans-abris. A l'origine, ce sont trois gars qui sont informés de leur « fin de prise en charge » par leur structure d'hébergement, parce qu'ils sont un peu remuants. Remuants, c'est-à-dire qu'ils n'acceptent pas d'être traités comme des chiens. Gilbert Pinteau, fondateur et actuel président du collectif explique « c'est vrai que quand je suis là en 2010/2011, c'est les structures qui dirigent quoi. « Les usagers,

fermez votre gueule : vous êtes pas contents ? Dehors ». Point barre ». Du coup, ils créent un collectif, histoire de se faire entendre à leur tour. Et depuis trois ans ils gueulent contre les abus, des structures mais surtout des pouvoirs publics.

Leur combat prend deux formes : la défense des droits des usagers, c'est-à-dire des personnes qui ont recours aux structures d'accueil et d'hébergement spécialisées, et puis l'accès au « logement d'abord ». La défense des droits, c'est la lutte pour la reconnaissance de

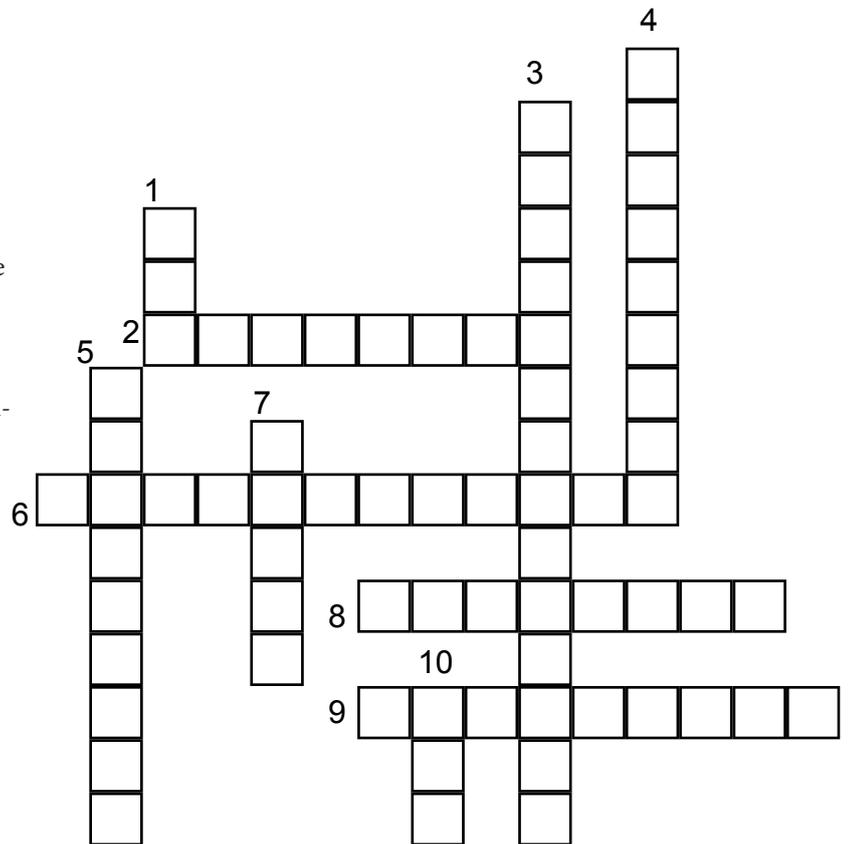
principes comme la confidentialité des informations personnelles, le droit de choisir entre les services proposés, ou plus largement l'accès à l'information sur les règles de la structure. Quant au logement d'abord, il s'agit simplement de dire que le logement doit être une priorité de l'accompagnement social. S'ils défendent ça, c'est que c'est loin d'être le cas actuellement, et que beaucoup des personnes qu'ils aident sont bloquées dans les méandres de la gestion publique de la misère.

Tu as pas un qui mesure  
la pression sociale ?



## Le Triton inspiré

1. Bailleur «social»
2. Il vaut mieux l'avoir en photo sur le buffet que sur le pas de sa porte
3. Chasse aux pauvres en territoire metropolitain
4. Ultime manoeuvre de la chasse aux pauvres en territoire metropolitain
5. Vendre du reve, détruire la vi(II)e: c'est son métier
6. Quand la mairie décide de vous prendre pour des cons, elle vous invite à une réunion de ...
7. Coule à flot sur les derniers espaces libres de la ville
8. Colle aux basques d'Aubry comme à nos poumons lorsqu'elle s'échappe des chantiers de démolition
9. La ville lui appartient-elle vraiment
10. Coucou c'est nous !



## La démocratie du Yéti

La démocratie locale c'est comme le Yéti, tout le monde en parle mais personne ne l'a jamais vue !



Ballade urbaine du 22 novembre 2014

# Atelier Populaire d'Urbanisme de Fives - Hellemmes

C'est aux habitants de décider de l'avenir de leur quartier.  
Fivois, hellemmois, habitants de Saint-Maurice, rejoignez l'APU !  
**A qui la ville ? A nous la ville !**



**Triton réalisé par :**

*Nim, Xamo, Coco, Maz, Picsou, Cynister,  
Antonio, MaTt, Stickmoo, Ada, Vianney,  
Simon, Thomas, Gégé, LNA.*

*L'APU Fives vous aide et vous soutient dans  
vos problèmes de logement. Rendez-vous aux  
permanences collectives :*

*Les samedis et vendredis au 118 rue Jean Bart  
à Hellemmes, Métro Marbrerie.*

*Contact : [apufives@gmail.com](mailto:apufives@gmail.com) /  
06.58.71.07.64*

*Merci : aux APU - Vieux Lille, Moulins, au  
118 et à Mumu.*

*Pas de directeur de publication, pas de dépôt  
légal, pas de pubs, imprimé par nos soins.*

*kwä-kwä !*